



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

43<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 2<sup>e</sup> SESSION

---

# Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 018**

**PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY**

Le jeudi 18 février 2021

---

Président : M. Bob Bratina





## Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

Le jeudi 18 février 2021

• (1105)

[Traduction]

**Le président (M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.)):** Je déclare la séance ouverte. Bienvenue à cette réunion du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord.

Nous commençons toujours en mentionnant les territoires traditionnels. À Ottawa, nous nous réunissons sur le territoire non cédé du peuple algonquin. Pour ma part, je me trouve sur celui des Anishinabe, des Haudenosaunee et des Chonnonton, des Premières Nations neutres.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée le 27 octobre 2020, le Comité poursuit son étude sur la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord.

Je voudrais brièvement rappeler quelques directives techniques. Vous pouvez écouter les témoignages et vous exprimer dans la langue officielle de votre choix. Au bas de l'écran, utilisez le petit globe pour sélectionner la langue dans laquelle vous voulez parler et écouter. Vous avez le choix entre le parquet, l'anglais ou le français.

Lorsque vous prenez la parole, assurez-vous que la vidéo fonctionne et que vous vous exprimez lentement et clairement. Quand vous avez terminé, veuillez mettre votre micro en sourdine. Je vous rappelle que la rigueur est de mise, car les réunions doivent être traduites comme il se doit dans les deux langues officielles pour être considérées officiellement.

Nous recevons aujourd'hui les trois témoins suivants, qui comparaitront par vidéoconférence pendant une heure: le chef national Elmer St. Pierre, qui représente le Congrès des peuples autochtones; le grand chef Garrison Settee; et Lori Nikkel, qui est la directrice générale de Second Harvest.

Je vous remercie tous de prendre le temps de discuter avec nous. Vous avez six minutes pour votre déclaration liminaire, après quoi nous allons passer aux questions.

J'invite le chef national Elmer St. Pierre à prendre la parole.

**Le chef national Elmer St. Pierre (Congrès des peuples autochtones):** Monsieur Bratina, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de m'avoir invité à m'adresser à vous.

Comme vous le savez, je m'appelle Elmer St. Pierre, et je suis le chef national du Congrès des peuples autochtones, ou CPA.

J'aimerais souligner que je me trouve sur le territoire traditionnel non cédé du peuple mohawk.

Le CPA est une entité fédérale qui fait partie des organisations autochtones nationales. Il représente les Indiens inscrits et non inscrits vivant à l'extérieur des réserves, les Métis et les Inuits du Sud.

Nous célébrons cette année notre 50<sup>e</sup> anniversaire, et nous sommes très fiers d'avoir pu passer le cap des 50 ans compte tenu de la situation économique et du reste.

Dans leur réponse à la COVID, la sécurité alimentaire était en tête des priorités du CPA et de l'organisation autochtone provinciale et territoriale, ou OAPT. Or, les problèmes à ce chapitre existaient bien avant la pandémie. Au cours de la dernière année, le CPA et l'OAPT ont aidé des milliers de foyers canadiens à se procurer des aliments. Nous leur avons fourni des paniers de denrées alimentaires, un transport et un accès aux mets traditionnels. Nous avons tendu la main aux familles autochtones des petits villages et des grandes agglomérations, surtout dans le Nord.

Nous sommes reconnaissants du financement obtenu en réponse à la COVID, mais puisque cette aide est temporaire, il y aura un manque à gagner après son abolition. Même lorsqu'il y a de la nourriture, les familles ont besoin d'un revenu pour pouvoir se la procurer. Un de nos membres se trouve au Labrador, sous la direction du président Todd Russell. Les gens là-bas doivent composer avec le prix élevé des aliments, le manque d'emplois et le manque de revenus. On leur refuse l'accès à la nourriture et aux ressources de leurs propres terres — des ressources comme la pêche et la chasse pour l'alimentation, et l'exploitation de la forêt pour le chauffage et le carburant. La nourriture est au centre des événements et du patrimoine culturels. C'est une question de survie et de culture. Une seule collectivité du Labrador, Black Tickle, est admissible au programme Nutrition Nord. Il y a toutefois beaucoup d'autres personnes qui ont besoin d'aide, mais qui en sont privées.

Les collectivités ont besoin de services de base, comme un aqueduc, du chauffage, des égouts et des routes fiables. C'est le genre de lutte pour l'égalité fondamentale et essentielle... que nous menons depuis des dizaines d'années. Le CPA et nos OAPT ne participent pas aux discussions sur les infrastructures et les droits. Favoriser l'inclusion et reconnaître les droits peuvent contribuer à renforcer la sécurité alimentaire, à créer des emplois et à stimuler l'économie.

L'exemple du financement reçu en réponse à la COVID montre que nous pouvons offrir des solutions lorsque nous sommes inclus. Nos collectivités ont besoin d'aide pour se doter d'infrastructures convenables. Nous devons les consulter, comme vous le faites avec l'Assemblée des Premières Nations, le Ralliement national des Métis et Inuit Tapiriit Kanatami. Si vous nous incluez, nous pourrions proposer des solutions. La Constitution ne précise pas quelles organisations il faut consulter; elle dit seulement que le gouvernement doit consulter les Indiens, les Inuits et les Métis. Nous pouvons le faire. L'arrêt Daniels a établi une fois pour toutes que notre peuple est considéré comme Indien au sens de la Constitution. Nous sommes prêts à résoudre ces problèmes ensemble.

Je tiens maintenant à vous remercier de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à tout le monde. J'attends vos questions avec impatience.

• (1110)

**Le président:** Je vous remercie infiniment, monsieur St. Pierre.

C'est maintenant au tour de Lori Nikkel, la directrice générale de Second Harvest.

Vous avez la parole six minutes.

**Mme Lori Nikkel (directrice générale, Second Harvest):** Je remercie les honorables membres du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord d'avoir invité la représentante de Deuxième Récolte Canada à vous dire quelques mots.

Deuxième Récolte n'est aucunement spécialiste des défis complexes et multidimensionnels entourant la sécurité alimentaire des populations autochtones et nordiques. Nous pouvons toutefois vous assurer que la sécurité, voire l'insécurité alimentaire est attribuable à la pauvreté. La sécurité alimentaire sera uniquement possible lorsqu'il y aura des systèmes et des mesures de soutien en place pour que les gens aient accès aux aliments, aux logements et aux autres éléments essentiels dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin, sans avoir recours à des organismes de bienfaisance comme le nôtre. D'ici là, nous devons absolument fournir sans frais des aliments sains à ces collectivités.

Pour ceux d'entre vous qui ne connaissent pas Deuxième Récolte, nous sommes le plus grand organisme de bienfaisance en récupération alimentaire au pays. Nous sommes uniques puisque nous redistribuons principalement des denrées périssables. Nous travaillons à la croisée de la lutte contre la faim et de la protection de l'environnement.

Nous faisons ce travail parce qu'au Canada, 58 % des aliments produits sont perdus ou gaspillés. Cela comprend 11,2 millions de tonnes métriques de surplus alimentaires qui pourraient facilement être récupérés et redistribués. C'est assez d'aliments pour nourrir l'ensemble des Canadiens pendant cinq mois.

Chez Deuxième Récolte, nous créons des systèmes visant à réacheminer ces denrées aux organismes de bienfaisance, aux organismes sans but lucratif et aux collectivités nordiques et autochtones. Nous y parvenons grâce à la technologie, mais aussi grâce aux camions, aux trains, aux bateaux et aux avions. Nous voulons nous assurer que ces surplus alimentaires ne finiront pas au dépôt, où ils émettront des gaz à effet de serre, comme le méthane, et contribueront directement à la crise climatique.

Au Canada, il y a plus de 60 000 organismes de bienfaisance, sans but lucratif et autochtones qui offrent des programmes alimentaires. Comme nous le savons tous, l'insécurité alimentaire et les changements climatiques touchent de manière disproportionnée les collectivités nordiques et autochtones.

Nous avons entendu dire qu'à Fort Smith, les gens utilisent des bateaux pour chasser l'orignal le long de la rivière des Esclaves depuis des générations. En raison du temps pluvieux et du printemps court, il y avait tellement d'eau dans la forêt que les orignaux n'ont pas pu marcher le long de la rivière cet automne, ce qui a eu une incidence sur la chasse et l'approvisionnement en nourriture.

L'insécurité alimentaire ne fera qu'empirer puisque de nombreuses collectivités dépendent des routes de glace pour le transport de fournitures essentielles. Avec les fermetures de routes d'hiver

plus fréquentes et les limites réduites du poids de la charge, les coûts de livraison de la nourriture augmentent.

Au début de la pandémie, Deuxième Récolte a créé la Food Rescue Canadian Alliance. Il s'agissait d'une collaboration à l'échelle nationale entre l'industrie, le gouvernement, les organisations non gouvernementales et les communautés autochtones. Notre mandat consistait simplement à repérer les endroits où il y aurait des surplus alimentaires importants dans la chaîne d'approvisionnement, et à faire le pont avec les endroits où la demande en produits alimentaires était accrue.

Le groupe de travail autochtone s'est mobilisé dans le but d'aider les organismes d'aide alimentaire non autochtones comme nous à distribuer de la nourriture et des fonds de manière constructive. L'objectif était de répondre aux préoccupations grandissantes de bien des gens en matière d'insécurité alimentaire, mais plus particulièrement des collectivités autochtones, rurales et éloignées.

Depuis, Deuxième Récolte a mené plusieurs projets dans le Nord, y compris un programme de cartes-cadeaux d'épicerie. Nous avons mis à profit le financement de la Sprott Foundation pour remettre plus de 4,5 millions de dollars en cartes-cadeaux chez des épiceries comme le magasin Northern. La Sprott Foundation a versé plus de 21 millions de dollars pour l'alimentation et le logement dans le contexte de la COVID.

Nous octroyons des subventions pouvant atteindre 20 000 \$ grâce au Fonds d'urgence du gouvernement fédéral pour la sécurité alimentaire. Nous avons veillé à ce que notre processus de demande demeure souple et accessible aux collectivités nordiques et autochtones, ce qui a entraîné des versements d'environ 2,7 millions de dollars.

De plus, grâce au programme de récupération d'aliments excédentaires du gouvernement fédéral, que nous appuyons avec vigueur, nous avons pu trouver, traiter et livrer environ deux millions de livres d'aliments frais, sains et gratuits aux collectivités, y compris du poisson, du poulet, du bison et des légumes surgelés.

Alors que les subventions gouvernementales tirent à leur fin, nous savons à quel point il est essentiel de continuer à fournir ces services aux collectivités. Cependant, l'infrastructure logistique nécessaire pour acheminer la nourriture aux nombreuses collectivités éloignées et isolées est hors de prix et contribue sérieusement à l'insécurité alimentaire.

Dans les Territoires du Nord-Ouest seulement, nous savons tous que les 33 collectivités sont réparties sur un million de kilomètres carrés. C'est pourquoi il est difficile d'acheminer des aliments sains à un prix raisonnable; c'est le moins qu'on puisse dire.

Prenons l'exemple d'Aklavik. Nous avons expédié un conteneur de 20 palettes de viande surtout à cette collectivité d'environ 590 personnes. Le coût était de plus de 85 000 \$ pour un seul envoi. Le transport de denrées alimentaires périssables et saines est particulièrement complexe et coûteux.

Nous sommes tout de même déterminés à acheminer ces surplus de nourriture aux collectivités qui en ont besoin. C'est possible grâce à des aides gouvernementales et des dons philanthropiques pour le transport, comme celui que nous avons reçu de la Slaughter Family Foundation. Il faut aussi des partenaires logistiques extraordinaires, comme Arctic Co-operatives Limited, Arctic Consultants et Uber Freight, ainsi qu'une collaboration essentielle avec les représentants des instances territoriales et autochtones, les collectivités et les organisations.

• (1115)

Il va sans dire que ces défis se posaient bien avant la pandémie. Même si le programme Nutrition Nord a tenté de contrer l'augmentation du prix des aliments, les chiffres révèlent encore l'insécurité alimentaire que vivent les collectivités, dont la hausse peut atteindre 80 % dans certains cas.

Nous pensons qu'il faut investir dans un organisme dirigé par des Autochtones qui pourrait mobiliser des partenaires comme Deuxième Récolte. Il faut également profiter de l'occasion pour examiner les stratégies qui ont porté leurs fruits. Comme nous le savons tous, l'insécurité alimentaire est un grave problème de santé publique, et une même solution ne fonctionnera pas nécessairement dans tous les milieux.

Nous avons également besoin d'une initiative audacieuse et d'une collaboration pour mettre en oeuvre les solutions proposées par les Autochtones afin de réduire et, à terme, d'éradiquer l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans les collectivités nordiques et autochtones.

Je tiens à vous remercier d'avoir donné à Deuxième Récolte Canada l'occasion de s'exprimer. Je serai heureuse de répondre à vos questions.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

Nous allons maintenant écouter le grand chef Garrison Settee.

**Le grand chef Garrison Settee (Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc.):** Bonjour.

C'est en effet un honneur pour moi de m'adresser au Comité permanent des affaires autochtones et du Nord. Je m'appelle Garrison Settee. Je suis le grand chef du Manitoba Keewatinowi Okimakanak, ou MKO, qui regroupe les chefs du Nord du Manitoba. Je vous transmets les salutations des 26 Premières Nations que je représente. Notre territoire couvre les deux tiers de la province du Manitoba. Il est très vaste.

Nous avons souvent témoigné devant les comités de la Chambre des communes sur divers enjeux qui touchent nos Premières Nations membres. Aujourd'hui, nous comparaissons devant le Comité pour parler de la sécurité alimentaire en général — et non pas dans le contexte particulier de la pandémie mondiale de COVID qui nous frappe. Nous sommes cependant disposés à répondre aux questions concernant l'incidence de la pandémie sur nos Premières Nations.

En mai 2012, nous avons soumis un mémoire au rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation. Je profite de l'occasion pour replacer dans leur contexte les problèmes de sécurité alimentaire que nous rencontrons dans notre Nord, au sein des Premières Nations du MKO. Nous affirmons que les Premières Nations du MKO ont droit à l'alimentation dans le respect de la souveraineté alimentaire, un concept qui est tout à fait différent de la sé-

curité alimentaire aux yeux tant de nos Premières Nations que des Nations unies.

La souveraineté alimentaire, c'est le droit des Premières Nations du MKO à combler leurs besoins alimentaires de façon durable conformément à leurs préférences et coutumes alimentaires, ainsi qu'à leurs pratiques d'exploitation du territoire traditionnel.

Je voudrais simplement dire une chose à votre comité. Je n'oublie jamais qu'avant la colonisation, nous n'avions jamais eu à nous soucier de la souveraineté ou de la sécurité alimentaire, car nos cultures ont assuré notre survie depuis des temps immémoriaux. Cela dit, nous nous penchons aujourd'hui sur l'état de nos Premières Nations en matière de sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire, c'est lorsque tout le monde a en tout temps un accès physique, social et économique à la nourriture. Or, ce n'est pas la réalité dans laquelle nous vivons. Ce n'est pas ainsi.

L'insécurité alimentaire représente un défi particulièrement redoutable et grandissant pour les communautés autochtones du Canada. De nombreuses preuves démontrent que le problème de l'insécurité alimentaire gagne en importance au sein des Premières Nations du Nord. La situation a toujours été fragile, mais le problème s'accroît et nécessite une intervention urgente pour en atténuer les graves conséquences. La santé et le bien-être de notre peuple sont en péril. Ils sont menacés par l'insécurité alimentaire. À nos yeux, la sécurité alimentaire s'inscrit dans la souveraineté alimentaire.

Pour les collectivités isolées et éloignées, l'insécurité alimentaire est particulièrement inquiétante. Nous avons 15 collectivités qui dépendent d'une route de glace en hiver. C'est ainsi qu'elles reçoivent leur nourriture et leur ravitaillement. Cette porte ne s'ouvre que trois mois par année. En raison des changements climatiques, cet accès est désormais menacé. L'accès à la nourriture est limité. Ces gens ont une fenêtre de deux mois, à condition que les températures soient froides et que les routes puissent être utilisées.

Il y a beaucoup de problèmes d'accès à la nourriture dans nos collectivités nordiques isolées et accessibles uniquement par avion. La sécurité alimentaire est menacée par le choix limité de denrées périssables, le prix élevé des aliments, la hausse des coûts de transport, l'incertitude des déplacements sur les routes de glace en hiver, le taux élevé de pauvreté et la diminution du recours à nos aliments traditionnels.

Nous dialoguons avec d'autres Premières Nations afin d'élaborer des plans de solution pour remédier au problème. Par exemple, un programme d'action communautaire en alimentation est une façon de lutter contre l'insécurité alimentaire, parallèlement à des activités commerciales, des programmes gouvernementaux et une politique sociale. Nous devons nous attaquer au cœur du problème de l'insécurité alimentaire qui frappe les Premières Nations du Nord du Manitoba. Il faut favoriser l'autonomie des gouvernements des Premières Nations du Nord et leur fournir des ressources.

• (1120)

Puisque les Indiens ont été inclus unilatéralement par la Couronne dans la première version de la Constitution canadienne, ils sont des pupilles de l'État, ce qui crée un système de dépendance qui n'a pas lieu d'être. Nous devrions être émancipés et devenir un peuple souverain et maître de notre destinée en matière de souveraineté alimentaire. Nous devrions pouvoir agir et répondre à nos besoins suivant notre compréhension, étant donné que nous connaissons notre territoire.

Je tiens à rappeler une chose au comité permanent. Dans mes échanges avec les gouvernements, j'ai souvent dit que de nombreuses décisions sont prises à notre place sans nous consulter, et qu'elles nuisent parfois au bien-être de nos Premières Nations. Nous devons donc continuer à discuter avec vous pour que nous puissions prendre des décisions qui aideront notre peuple, plutôt que de lui nuire.

Il faut que le Canada ait la volonté de prendre des mesures pour accorder aux Premières Nations l'autonomie qui leur revient et les ressources nécessaires à leur sécurité alimentaire. Il y a une histoire de traités entre nos nations, notre peuple et le gouvernement. Le respect de ces traités modifiera le statu quo. L'application de ces traités changera la donne pour les peuples autochtones.

Nous assumons nos responsabilités en prenant soin de notre territoire. Nos ancêtres ne craignaient pas pour leur sécurité alimentaire dans le passé. Nous pouvons aujourd'hui continuer de faire valoir les besoins essentiels à la vie pour les générations futures. Les Premières Nations et le Canada doivent respecter l'esprit et l'intention véritables de ces traités, et nous donner le pouvoir d'assurer notre subsistance, ce qui passe notamment par la souveraineté alimentaire.

Nous sommes venus ici pour expliquer la différence entre la sécurité et la souveraineté alimentaire. Nous devons...

• (1125)

**Le président:** Monsieur le chef, nous avons quelque peu dépassé le temps imparti. Nous devons faire vite, car nous avons jusqu'à midi.

**Le grand chef Garrison Settee:** J'ai essentiellement terminé.

**Le président:** C'est très bien. Je pense que nous voyons où vous voulez en venir, mais d'autres enjeux seront soulevés lors des questions. Nous allons commencer par des interventions de six minutes.

Monsieur Melillo, vous avez la parole six minutes.

**M. Eric Melillo (Kenora, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

J'aimerais d'abord m'adresser au grand chef Settee.

Grand chef, je représente la circonscription de Kenora, dans le Nord-Ouest de l'Ontario. Nous sommes donc vos voisins vers l'est. La majeure partie des communautés de ma circonscription se trouvent sur le territoire des Traités n° 3 et n° 9, mais il y a aussi une petite partie de ma circonscription qui est couverte par le Traité n° 5.

**Le grand chef Garrison Settee:** Tout à fait.

**M. Eric Melillo:** Je pense qu'il y a aussi beaucoup de similitudes entre ma circonscription et les régions que vous représentez.

En parlant des transports et des défis en matière d'infrastructures, vous avez mentionné les routes d'hiver. Ce sont évidemment des défis que nous connaissons très bien dans ma région également.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur certains de ces défis en matière de transport et sur la façon dont le gouvernement peut soutenir ces infrastructures?

**Le grand chef Garrison Settee:** Pour le logement, il faut des transports. Pour le stockage des magasins dans les collectivités des Premières Nations, ces routes sont absolument nécessaires, car le

prix du fret et des marchandises est astronomique. Personne n'aura les moyens à lui seul de faire transporter de la nourriture; c'est donc un facteur et cela a toujours été un facteur.

Cinquante collectivités des Premières Nations isolées, accessibles par avion, souffrent de l'absence de ces routes. Parfois, les routes ne peuvent pas être utilisées en raison du temps chaud, ce qui limite leurs possibilités. Parfois, les magasins sont confrontés à l'offre et à la demande. C'est une réalité dans laquelle nous vivons chaque année. À deux ou trois périodes de l'année, notre peuple souffre d'un manque d'approvisionnement.

**M. Eric Melillo:** Tout à fait. Je vous suis certainement reconnaissant de ces remarques.

Je pense que c'est quelque chose dont j'ai beaucoup entendu parler dans ma région, à savoir la nécessité d'un développement plus poussé, d'un développement responsable, en collaboration avec les collectivités du Nord et les collectivités autochtones. Je pense que vous avez mentionné le sujet de l'autonomisation.

Seriez-vous d'accord pour dire que, en collaboration avec les collectivités autochtones et du Nord, si le gouvernement soutenait davantage le développement économique, cela contribuerait à combler le fossé car, évidemment, un certain nombre de questions contribuent également à la question de l'insécurité alimentaire?

Seriez-vous d'accord pour dire que cela contribuerait à élever le niveau de vie également?

• (1130)

**Le grand chef Garrison Settee:** Dans le Nord du Canada, dans les Premières Nations, le taux de chômage est généralement de 85 %, voire plus. Les occasions économiques sont ce qui permettra à notre peuple de s'émanciper de la pauvreté, et l'éducation est notre moyen de nous sortir de la pauvreté. Je suis un ancien enseignant, alors je prêche depuis 20 ans que l'éducation et le développement économique vont de pair. L'un ne peut pas aller sans l'autre.

Si vous vous concentrez sur les possibilités économiques pour permettre aux gens d'être employés, je pense que c'est un pas dans la bonne direction.

**M. Eric Melillo:** Merci.

Je vais seulement vous poser rapidement une dernière question, et j'espère ensuite avoir le temps de m'adresser à quelques-uns des autres témoins. Je vais vous laisser reprendre là où vous vous êtes arrêté dans vos remarques liminaires. Vous avez parlé de la souveraineté alimentaire et de la nécessité de mettre l'accent sur les aliments culturels et traditionnels. Le gouvernement en fait-il assez pour soutenir cela, à votre avis? Qu'est-ce que le gouvernement pourrait mieux faire pour soutenir cela?

**Le grand chef Garrison Settee:** La capacité d'avoir accès à nos aliments traditionnels a été limitée en raison du développement lié aux projets hydroélectriques et aux pipelines. Notre sécurité alimentaire en a été altérée. Cela ne signifie pas que nous pouvons continuer à exercer notre droit de chasser, de piéger et de pêcher. Ce sont ces éléments. Il y a un argument de taille, et il est d'ordre politique, au sujet des conventions sur le transfert des ressources naturelles qui ont vraiment eu une incidence sur nos Premières Nations.

Quoi qu'il en soit, la réponse courte est non. On n'en a pas fait assez. Il faut davantage de ressources pour nos Premières Nations.

**M. Eric Melillo:** Je vous suis reconnaissant de cette honnêteté et de cette ouverture. C'est très bien que notre comité entende cela.

Merci de ces observations.

Je vais maintenant m'adresser à Mme Nikkel.

Ma question porte sur le transport également. Je suis curieux de savoir ce que vous en pensez. Votre organisme, si je comprends bien, exerce ses activités partout au Canada, y compris dans les territoires. Votre organisme s'est-il heurté à des difficultés avec les problèmes de transport qui, nous le savons, existent dans le Nord?

**Mme Lori Nikkel:** Nous avons de la chance car nous avons de merveilleux partenaires, mais il est clair que nous ne pouvons pas fournir la quantité de nourriture nécessaire. Le transport est incroyablement cher et il est presque prohibitif pour nous d'acheminer de la nourriture dans les collectivités du Nord. De plus, la réalité est que la masse terrestre est si énorme. C'est des trajets multiples, mais on peut faire seulement un trajet, alors on doit en apporter beaucoup pour soutenir une collectivité et espérer qu'elle puisse stocker la nourriture.

La fonte du pergélisol n'aide pas du tout ces routes de glace. Tout devient beaucoup plus cher. Faire voler les avions... Les denrées périssables constituent également un défi, car la façon de gérer les denrées périssables est très différente de celle des aliments en conserve.

Tout cela pour dire que je ne pense pas que ce soit une nouvelle pour qui que ce soit, mais le transport est un problème de taille pour acheminer de la nourriture à ces collectivités.

**M. Eric Melillo:** Merci.

Monsieur le président, je pense qu'il me reste peu de temps.

**Le président:** Il ne vous reste que 10 secondes.

**M. Eric Melillo:** Je vais vous les céder.

**Le président:** Merci beaucoup.

Madame Zann, vous avez six minutes. On vous écoute.

**Mme Lenore Zann (Cumberland—Colchester, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup aux témoins. C'est un témoignage très convaincant et, bien sûr, ce comité a beaucoup entendu parler de gens d'un bout à l'autre du pays nous parler des défis auxquels sont confrontés les collectivités autochtones et du Nord en ce qui a trait à la sécurité alimentaire, qui constitue une partie si importante de la vie et de la santé des gens.

*[Difficultés techniques]*

**Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.):** Je pense que son écran a figé, monsieur le président.

**M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.):** Monsieur Bratina, voulez-vous que j'intervienne et que je lui cède le reste de mon temps?

**Le président:** D'accord, allez-y.

**M. Jaime Battiste:** *Tansi*, grand chef Settee. Je suis très intéressé à en savoir davantage sur le concept de la souveraineté alimentaire et de savoir s'il existe des pratiques exemplaires que vous pourriez communiquer à ce comité. Nous avons beaucoup entendu parler de certaines des bonnes mesures qui ont été prises pour ce qui est de l'argent investi dans la chasse et la pêche traditionnelles. Nous savons que la sécurité alimentaire est un problème croissant

en raison non seulement du changement climatique mais aussi des conditions dont vous avez parlé et des systèmes de colonisation.

En tant que membre de la collectivité Mi'kmaq d'Eskasoni, je me demandais si vous pouviez faire part au Comité de certaines des pratiques exemplaires en matière de souveraineté alimentaire.

• (1135)

**Le grand chef Garrison Settee:** Au début de la pandémie de COVID, en raison de l'offre limitée de produits pour les Premières Nations, la collectivité de Lac Brochet a commencé à avoir un réfrigérateur communautaire où elle stockait du poisson et du gibier afin que les gens puissent y accéder dans la collectivité.

C'était un bon début car, traditionnellement, c'est ainsi que nous procédions. Lorsque vous tuiez un orignal, ce n'était pas votre orignal, c'était l'original de la collectivité. La collectivité est revenue à cette pratique, ce qui l'a aidée à subvenir à ses besoins durant cette période difficile où les magasins n'étaient pas stockés.

C'est une bonne façon de régler le problème. Si nous pouvons continuer cette pratique, la perpétuer d'une manière saine, et que nous pouvons la surveiller, je pense que c'est une bonne solution.

Elle offre de la thérapie aux jeunes, car lorsqu'ils se livrent à ces pratiques, cela favorise le sentiment de guérison et de calme dans leur esprit. C'est pourquoi nous avons un taux de suicide aussi élevé, car ils n'ont pas accès à la terre. La terre guérit lorsque nous ne sommes pas en mesure d'exercer nos droits. Nous aurons moins de problèmes mentaux et émotionnels chez nos Premières Nations, en somme.

**M. Jaime Battiste:** Je suis ravi que vous ayez soulevé les jeunes. J'ai siégé au Conseil des jeunes de l'Assemblée des Premières Nations il y a de cela de nombreuses années. J'ai discuté avec des gens du Nord du Manitoba, et ils ont mentionné le manque de lien avec l'environnement et l'incidence de cela sur la santé mentale.

Pouvez-vous parler de l'incidence de cette absence de lien sur la santé mentale des jeunes et nous dire s'il y a un exode important de jeunes qui quittent les collectivités?

**Le grand chef Garrison Settee:** Oui, c'est le problème dans les Premières Nations. Lorsque vous enregistrez un taux de chômage de 85 %, les occasions sont très rares, ce qui donne lieu à de nombreux problèmes. Les jeunes tentent d'alléger leur souffrance, et ils se tournent vers la drogue et l'alcool. Ils quittent la collectivité. Lorsqu'ils quittent la collectivité, cela crée un cycle d'itinérance et toutes sortes de difficultés s'ils n'ont pas l'éducation pour trouver un emploi.

La pandémie de COVID a vraiment mis au jour un grand nombre de défaillances et de programmes inadéquats que nous avons dans les Premières Nations, car les jeunes représentent le plus grand groupe démographique. Ce sont eux qui souffrent le plus. Dans une collectivité des Premières Nations où ils sont isolés, ils sont maintenant en quarantaine. Cela exacerbe les problèmes. Par conséquent, il y a de nombreux problèmes de santé mentale.

Être sur la terre et avoir accès à la terre sont les moyens pour notre peuple de guérir. Tout est lié à la sécurité alimentaire. Tout est lié et tout est interlié dans notre culture.

**M. Jaime Battiste:** Je suis heureux que vous ayez parlé de l'éducation également, et l'un des efforts les plus importants — en tant que membre de la collectivité micmaque — est de retourner à une éducation axée sur la terre.

Pourriez-vous nous parler de pratiques prometteuses, ou de ce qui se passe dans vos collectivités et les collectivités représentées par MKO pour rétablir cet apprentissage axé sur le territoire et le lien avec l'environnement?

**Le grand chef Garrison Settee:** Dans la mesure où les écoles sont adéquatement financées, on peut avoir un programme axé sur la terre très réussi. Je viens de la Nation crie de Misipawistik. Je suis un ancien enseignant. Notre école avait des programmes, une formation linguistique en milieu naturel et des études sur les Premières Nations. J'étais un enseignant en études sur les Premières Nations.

Nous avons un programme axé sur la terre, et je pouvais voir par moi-même combien il contribuait à l'estime de soi des élèves, à la fierté qu'ils ressentaient lorsqu'ils pouvaient avoir accès à du poisson pour les familles, entre autres choses. C'est quelque chose qui a été mis à mal. Notre culture a été la cible d'attaques, mais la seule façon de nous en remettre est d'avoir accès à la terre qui nous assurera la sécurité alimentaire.

**Le président:** Nous allons maintenant entendre Mme Bérubé, pour six minutes.

[Français]

**Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ):** Je vous remercie, monsieur le président.

Cela me fait plaisir que vous participiez à ce comité. Je trouve cela très important, étant donné la crise et l'insécurité que nous vivons, notamment sur le plan alimentaire.

Je représente la circonscription d'Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, et les communautés que je représente sont dans le Nord du Québec. Ce sont des Cris et des Anishinabes.

Ma question s'adresse aux trois témoins présents aujourd'hui.

Comment décrivez-vous les facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire et les conséquences de celle-ci dans vos régions respectives?

• (1140)

[Traduction]

**Le chef national Elmer St. Pierre:** Ce qui se passe dans le Nord avec le CPA... Nous avons ce que nous appelons des OPT, qui sont membres du conseil d'administration du CPA. Nous en avons trois dans le Nord, et nous essayons de communiquer le plus possible.

C'est en grande partie lié aux transports. Nous essayons de nous procurer des denrées non périssables, car l'une des principales lacunes dans la région du Nord, ce sont les fruits et les légumes que vous avez.

De plus, en ce qui concerne les membres de la collectivité, nous n'avons pas les moyens pour chasser, pêcher et stocker de la nourriture pour les mois d'hiver parce que le gouvernement fédéral ne nous reconnaît pas comme des gens capables de le faire.

Avec les fonds destinés aux mesures liées à la COVID-19, nous éprouvons des difficultés et nous faisons de notre mieux. Nous avons des gens formidables qui nous aident. Dans les régions où nous pouvons nous rendre, nous offrons notre aide et nous nous assurons que les gens reçoivent suffisamment de nourriture pour un mois. Ensuite, s'ils ont besoin d'aide — et je sais qu'ils en ont besoin — plus tard, nous recommençons.

La sécurité alimentaire est un problème de taille, mais il doit y avoir un moyen de le résoudre. J'ai écouté Mme Nikkel et le grand chef. L'idée est peut-être un peu difficile à concevoir, mais nous pourrions peut-être envisager la possibilité de faire appel aux forces armées. Elles ont des hélicoptères. Elles ont de l'équipement qui n'est pas utilisé. Nous devrions peut-être envisager, pas de les employer, mais de leur donner une routine, où elles recruteraient des gens et chargeraient les hélicoptères de nourriture pour toutes les collectivités.

Oui, nous avons nos hommes et nos femmes à l'étranger mais, vous savez, nous avons encore des gens ici. Utilisons leurs hélicoptères. Que cela fasse partie de leur contribution à cette pandémie. Que chacun de nous, en tant qu'organisation, mette un peu d'argent. Disons pour le CPA, par exemple, avec nos OPT dans le Nord. Ajoutons quelques centaines de milliers de dollars et faisons de même pour le grand chef et peut-être aussi Mme Nikkel — et pas seulement eux, mais le RNM, l'Assemblée des Premières Nations et ITK. Si tout le monde verse une grosse somme d'argent et dit, « Bien, nous allons livrer ces denrées, et ce sera l'armée qui fera la livraison... »

En ce qui concerne l'infrastructure, nous devons peut-être demander au gouvernement d'aller construire des aires d'atterrissage d'hélicoptères ou dégager un endroit où ces gros hélicoptères pourront atterrir.

J'y pense depuis un certain temps, car les habitants du Nord éprouvent tant de difficultés. Vous savez, c'est une idée.

En tant que députés, vous pourriez peut-être vous adresser à des hauts placés et dire ceci: « Écoutez. C'est ce qu'on nous dit. Vous savez, ces hélicoptères peuvent voler n'importe où, dans n'importe quelles conditions climatiques. »

**Le président:** Vous avez une minute et demie.

**Le chef national Elmer St. Pierre:** J'ai terminé maintenant.

**Le président:** Madame Bérubé.

**Mme Lori Nikkel:** Je suis désolée. Pouvez-vous répéter la question?

[Français]

**Mme Sylvie Bérubé:** Je vais vous répéter ma question.

Quels sont les facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire et quelles sont les conséquences de celle-ci dans vos régions respectives?

[Traduction]

**Mme Lori Nikkel:** Je vais juste commencer par dire que je ne suis pas du tout, je le répète, un expert dans ce domaine. Nous travaillons avec des partenaires et nous écoutons simplement ce dont ils ont besoin.

Second Harvest est un programme à adhésion facultative. Nous avons de la nourriture. Ceux qui en veulent peuvent en obtenir, et ce sont des denrées périssables.

Le Groupe de travail sur les Autochtones était dirigé par Joseph LeBlanc et Elisa Levi, qui ont travaillé dans les systèmes alimentaires des collectivités autochtones pendant de nombreuses années. Ce qui revenait sans cesse, c'était ce manque de centralisation. Où est ce lieu, ce lieu dirigé par des Autochtones, où l'on pourrait dire, « Bien, avez-vous les choses en main? Où sont tous les endroits où nous pouvons envoyer les denrées? ». Je ne suis même pas certaine que ce soit possible, mais je sais que c'était un obstacle énorme au début. Nous avons créé des systèmes pour nous assurer de pouvoir acheminer la nourriture à des endroits, mais nous faisons de notre mieux sans connaître cet endroit centralisé pour nous aider à obtenir de la nourriture.

Dès que vous avez dit de faire appel à l'armée, j'ai pensé, « C'est brillant. Oh mon Dieu, bien sûr », parce que nous avons la nourriture. Il s'agit en fait simplement de trouver le transport et de comprendre où sont les besoins — et de comprendre aussi la complexité de la chaîne du froid.

• (1145)

**Le président:** Merci.

Madame Blaney, la parole est à vous pour six minutes.

**Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD):** Merci, tout le monde. Je vous suis très reconnaissante de vos témoignages aujourd'hui.

Si je peux commencer avec vous, madame Nikkel, l'une des choses dont nous avons déjà entendu parler dans le cadre cette étude, c'est le transport de nourriture vers des endroits très éloignés du Nord. Il y a tant de défis à relever pour maintenir la viabilité des aliments en raison d'un manque d'infrastructures de stockage des aliments. Je me demande simplement si vous voyez cela — je présume que c'est le cas — et si vous pouvez nous dire quelles sont les lacunes les plus problématiques.

**Mme Lori Nikkel:** C'est la chaîne du froid. C'est toujours la chaîne du froid qui est la plus grande lacune. Au final, nous avons des règles de conformité en matière de sécurité alimentaire que vous devez respecter, et c'est la réalité. Je pense que nous faisons tout ce qu'il faut, mais l'infrastructure n'est tout simplement pas là. Mais nous continuons à déposer des aliments, ce que nous ne ferions probablement pas dans n'importe quel centre urbain simplement parce que les infrastructures ne sont pas là.

**Mme Rachel Blaney:** Il s'agit donc de la lacune la plus importante.

Vous avez parlé aussi de l'expertise que vous avez acquise en trouvant des façons novatrices de transporter les produits alimentaires. On a parlé de faire appel aux militaires — et je viens à vous ensuite, chef St. Pierre —, mais je me demande quelle est, selon votre expérience, la lacune la plus importante. Vous avez parlé d'une approche coordonnée, et vous avez dit que c'était compliqué notamment parce qu'il n'y a pas une personne avec qui communiquer pour lui dire qui a besoin de quoi et où.

**Mme Lori Nikkel:** Je dirais, encore une fois, que c'est l'approche coordonnée, centralisée, et que c'est notre plus grand défi.

**Mme Rachel Blaney:** D'accord. Merci beaucoup.

Chef St. Pierre, je passe maintenant à vous. Je vous remercie énormément d'être avec nous aujourd'hui. Vous avez parlé de beaucoup d'éléments dans votre exposé, et notamment du sentiment de ne pas être inclus. Je n'ai pas bien saisi ce qu'être inclus voulait dire pour vous. Pourriez-vous nous en dire plus sur l'expérience du

Congrès des peuples autochtones et sur ce à quoi cela ressemble de « ne pas être inclus ».

**Le chef national Elmer St. Pierre:** Le problème vient du fait qu'on nous appelle à la dernière minute pour participer à des consultations et que nous ne sommes pas aux commandes avec les autres organisations nationales autochtones. Dire que nous sommes l'une des organisations nationales autochtones... On nous appelle à la dernière minute, et tout à coup, tout ce qui est discuté va être proposé à la fin de la soirée, et nous avons des discussions de deux ou trois minutes sur tout et sur rien.

Je suis heureux que M. Bratina nous ait inclus ici, et je pense qu'il nous a invités également à une autre rencontre dans le cadre de la COVID où nous avons pu faire entendre notre voix. Dans certains cas, les grandes rencontres auxquelles nous avons été invités à participer se sont déroulées ainsi: « Fermez vos micros. », « Fermez vos vidéos », « Assoyez-vous dans un coin et restez tranquilles. Vous pouvez écouter, et c'est tout. »

Comme je l'ai mentionné, les choses changent tranquillement toutefois, et nous avons des champions comme M. Bratina et Cathy McLeod, et vous aussi, Mme Blaney, qui veillent à ce que le Congrès des peuples autochtones ait voix au chapitre. Nous pouvons aider. Un bon exemple est le commentaire de Mme Nikkel: qui aurait pensé aux militaires? Formons-les pour qu'ils expédient la nourriture aux quatre coins du Nord de l'Ontario. Là où on ne peut se rendre par la route, même sur les routes de glace, qui sont de plus en plus mauvaises, les hélicoptères peuvent s'y rendre. Nous avons probablement suffisamment d'hélicoptères partout au Canada pour qu'ils n'aient pas à... Je pense qu'au Manitoba, c'est un bel exemple — et dans le Nord de l'Ontario aussi —, il doit y avoir des hélicoptères qui se trouvent à proximité. Nous devons simplement travailler avec Mme Nikkel pour aller chercher la nourriture — et les militaires peuvent s'en occuper également parce qu'ils disposent de camions — afin de la transporter jusqu'aux hélicoptères et leur dire « Ok. Vous passez par là et vous vous rendez dans le Nord du Québec ou encore dans le Nord du Manitoba ». Ils sont sur place. Nous avons les militaires. Je ne dis pas qu'ils n'ont rien à faire, mais on peut les former pour ce travail.

• (1150)

**Mme Rachel Blaney:** Chef St. Pierre, vous avez aussi mentionné que les problèmes de sécurité alimentaire étaient déjà présents avant le début de la COVID. Pouvez-vous comparer ces problèmes avant et pendant la COVID et nous en parler un peu?

**Le chef national Elmer St. Pierre:** Tout comme mes collègues ici et ceux qui nous ont précédés... Ce sont les conditions météo imprévues. En route vers le Nord du Manitoba, par exemple, les avions peuvent voir approcher tout à coup un gros orage et ne pas pouvoir se rendre. C'est un problème. Dans le Nord du Manitoba, les habitants peuvent attendre une semaine avant que le temps s'éclaircisse et que les avions puissent voler à nouveau. Si on pouvait s'y rendre par bateau... mais beaucoup de rivières pour s'y rendre ne sont accessibles que par canot, et on ne peut pas y transporter beaucoup de nourriture.

C'est un problème auquel les habitants du Nord se sont toujours heurtés, car bien souvent, ils ne peuvent pas se procurer les fruits et les légumes dont les enfants et les adultes ont besoin. Si on ajoute à cela les restrictions liées à la COVID-19 — la COVID-19 actuellement, mais avant cela...

La plupart de nos familles ne peuvent pas pêcher ou chasser. Quand j'étais enfant, mon père et mes oncles allaient tous pêcher et chasser. Je ne vais pas dire qu'ils ne l'ont pas fait de la bonne façon, mais c'est ainsi que nous survivions pendant l'hiver.

**Le président:** Chef St. Pierre, nous allons devoir en rester là.

Madame Blaney, je suis désolé, mais nous avons dépassé le temps.

**Le chef national Elmer St. Pierre:** Pas de problème, monsieur Bratina.

**Le président:** Peut-être des aéroglisseurs...

Nous allons passer à une série plus courte, car nous devons terminer à midi.

Monsieur Viersen, allez-y. Vous avez cinq minutes.

**M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier nos témoins d'être avec nous aujourd'hui. Habituellement, nous vous faisons tous venir à Ottawa par avion pour vous voir en personne. Je regrette que ce ne soit pas le cas aujourd'hui. Cela dit, allons-y.

Monsieur Settee et monsieur St. Pierre, vous avez parlé de divers éléments qui allaient sans doute dans la mauvaise direction concernant la sécurité alimentaire.

Nous avons appris que le Yukon compte aujourd'hui plus de têtes de bétail que jamais auparavant, et les habitants commencent même à produire leurs propres grains et céréales. Je comprends qu'il est sans doute plus facile de cultiver dans les vallées montagneuses du Yukon que sur le Bouclier canadien, alors je ne m'attends pas à ce qu'on se mette bientôt à cultiver du grain dans le Nord du Manitoba. Au sein de votre communauté, toutefois, il y a du bétail et des animaux, la chasse au caribou, etc.

Il y a un élément dont vous n'avez pas parlé, et c'est la croissance de la population. Je suis allé à Iqaluit pour rencontrer les Inuits. Ils m'ont dit que la croissance de la population cause aussi des problèmes alimentaires importants. La nourriture est difficile à obtenir, et en plus, la population inuite est passée d'environ 14 000 à environ 140 000 au cours des 50 dernières années.

J'aimerais savoir si le scénario est semblable là où vous êtes.

**Le grand chef Garrison Settee:** Exactement.

L'explosion de la population nuit à la capacité des Premières Nations et de leurs familles de subvenir à leurs besoins. Le prix des denrées continue de grimper et la population a explosé. C'est la situation dans laquelle nous nous trouvons.

**M. Arnold Viersen:** Pouvez-vous nous dire quelle a été la croissance de la population, disons au cours de votre vie?

• (1155)

**Le grand chef Garrison Settee:** Au cours de...

**M. Arnold Viersen:** Au sein de votre communauté, par exemple.

**Le grand chef Garrison Settee:** Lorsque j'étais adolescent, nous étions 4 000 dans ma communauté, et nous sommes maintenant 8 000.

**M. Arnold Viersen:** Elle a doublé, essentiellement.

**Le grand chef Garrison Settee:** Elle a doublé, oui.

**M. Arnold Viersen:** Monsieur St. Pierre, est-ce semblable où vous êtes?

**Le chef national Elmer St. Pierre:** En fait, j'habite dans la région urbaine de Kingston.

La population a augmenté. Si on se fie à Statistique Canada, je pense qu'il y a environ 30 000 ou 40 000 Autochtones qui ne sont pas membres d'une nation organisée, mais cela fait partie de notre mandat de nous en occuper.

La situation est la même dans toutes les villes. Je ne connais pas très bien la situation dans le Nord, pour être honnête. Je sais que la population croît dans toutes les régions urbaines, année après année.

**M. Arnold Viersen:** Monsieur Settee, j'ai remarqué que la chasse est une activité importante au sein de toutes les communautés nordiques. Quand je suis allé dans le Nord du Québec, les gens utilisaient la cuisine d'un grand centre des arts de la scène pour nettoyer les animaux. C'était la cuisine commerciale la plus grande au sein de la communauté. Ils transportaient l'original à l'arrière du centre. La chose me paraissait étrange. Ils m'ont dit que c'était le meilleur endroit qu'ils avaient.

Y a-t-il des boucheries dans vos communautés?

Je sais que dans les régions rurales de l'Alberta beaucoup d'entre nous avons participé à des coops d'abattoirs de poulets, etc. Y a-t-il des activités de ce genre dans votre coin de pays?

**Le grand chef Garrison Settee:** Comme Mme Nikkel l'a mentionné, nous ne disposons ni de l'infrastructure ni des installations. Nous avons une usine de transformation du poisson, mais ce sont les seules installations et le seul espace, en plus de l'arrière du bâtiment, où les gens peuvent s'occuper du gibier. C'est essentiellement à quoi cela se résume.

**M. Arnold Viersen:** D'accord.

Y a-t-il un intérêt?

**Le grand chef Garrison Settee:** Oui, il y a un intérêt. Si on disposait de l'infrastructure, les gens feraient la file pour proposer leurs services et faire cela pour leur communauté.

**M. Arnold Viersen:** D'accord. C'est intéressant.

Monsieur St. Pierre, je présume qu'il en va tout autrement là où vous vous trouvez et pour les gens que vous représentez.

**Le président:** Il ne vous reste que 10 secondes.

**Le chef national Elmer St. Pierre:** Lorsque nous chassons, à ce moment-là, tous nos gens savent bien comment chasser, découper la viande, etc. Dans le cas contraire, nous avons des petites boucheries dans les régions rurales où beaucoup de nos chasseurs se rendent avec leur chevreuil ou leur original, ou peu importe, pour faire dépecer l'animal et emballer la viande.

**M. Arnold Viersen:** Merci.

**Le président:** Madame Zann, allez-y, s'il vous plaît. Vous avez cinq minutes.

**Mme Lenore Zann:** Merci.

J'espère ne pas être interrompue à nouveau. Je m'excuse. J'ai perdu Internet.

Madame Nikkel, j'aimerais tout d'abord vous remercier pour tout le travail que vous faites à Second Harvest. C'est une organisation extraordinaire. Vous avez aidé tellement de gens partout au pays, y compris dans ma circonscription, Cumberland—Colchester, qui se trouve ici, en Nouvelle-Écosse. J'ai été très heureuse de recevoir l'information que vous m'avez fait parvenir disant que vous aviez fourni 2 789 kilogrammes de nourriture, un don d'une valeur de 17 453 \$, et 65 800 \$ en fonds fédéraux pour répondre aux besoins alimentaires urgents de sept organisations caritatives et à but non lucratif dans ma circonscription. Je vous en suis très reconnaissante.

Je sais en outre que vous vous inquiétez de l'avenir du Programme de récupération d'aliments excédentaires, qui est tellement utile. Vous aimeriez voir le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire continuer d'investir dans ce programme.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet, s'il vous plaît?

**Mme Lori Nikkel:** Bien sûr.

Le gouvernement fédéral — Agriculture et Agroalimentaire — dispose de fonds pour la sécurité alimentaire. L'enveloppe est d'environ 250 millions de dollars. Nous sommes heureux d'avoir été l'une des organisations choisies. Nous avons accordé des subventions. Le Programme de récupération d'aliments excédentaires est essentiel, à mon avis, car en plus de permettre de distribuer les aliments à des gens, il garantit aux producteurs qu'ils seront payés pour ces aliments. Nous disposons de ce qu'il faut pour bien les transformer, puis les distribuer à des communautés nordiques, et tout cela est payé. Qui plus est, les aliments n'aboutissent pas dans des sites d'enfouissement où ils produisent des gaz à effet de serre. C'est donc une situation gagnante sur toute la ligne.

Je suis fermement en faveur du maintien de ce programme pendant la COVID, mais aussi par la suite, car il s'agit assurément d'un programme de nature historique. Une quantité énorme de nourriture que nous produisons au Canada se retrouve dans des sites d'enfouissement, et nous devons remédier à cette situation.

Je vous remercie de me donner l'occasion d'en parler. Je vous serais reconnaissante à tous d'appuyer et de promouvoir le maintien du Programme de récupération d'aliments excédentaires.

• (1200)

**Mme Lenore Zann:** Merci.

Oui, je pense que c'est important.

Comme je me préparais à vous le demander avant de perdre Internet, vous avez dit qu'il en coûte 85 000 \$ pour transporter un lot de nourriture dans le Nord. Pouvez-vous installer des serres, des unités mobiles par exemple, pour aider les communautés?

Avez-vous accès à du soutien de ce genre?

**Mme Lori Nikkel:** Non, et pour être honnête, ce n'est pas notre rôle. Nous récupérons seulement les aliments et les acheminons. Nous laissons d'autres personnes s'occuper du reste.

**Mme Lenore Zann:** D'accord. Le montant de 85 000 \$ ne couvre donc que les frais de transport.

**Mme Lori Nikkel:** Oui, c'est exact.

**Mme Lenore Zann:** Oui. C'est beaucoup d'argent, mais si nous pouvons vous aider d'une façon ou d'une autre, financièrement, je crois sincèrement que votre programme est très utile et qu'il vaut la

peine de le poursuivre. Je tiens encore une fois à vous remercier beaucoup de votre travail.

J'aimerais poser une question aux autres témoins. Si vous aviez une demande à faire au Comité en quelques mots, quelle serait votre grande priorité, celle que vous souhaiteriez nous voir appuyer et soumettre au gouvernement?

Monsieur St. Pierre, aimeriez-vous répondre en premier?

**Le chef national Elmer St. Pierre:** Je pense que ce que j'aimerais avant tout, c'est demander que la nourriture se rende dans nos communautés nordiques éloignées, qui sont difficiles à atteindre. Comme je l'ai mentionné, votre comité pourrait aller voir le gouvernement et lui dire « Voici une idée géniale — eh bien, je pense qu'il s'agit d'une idée géniale —, utilisons l'armée. » Donnons une formation de base aux militaires, alors si quelque chose se produit un jour dans le monde, nous aurons une armée prête à intervenir.

**Mme Lenore Zann:** Monsieur Settee, allez-y.

**Le grand chef Garrison Settee:** Je pense que la souveraineté alimentaire est une question qu'il faut examiner, et nous pouvons travailler avec le gouvernement et sommes prêts à le faire. Si vous voulez aller de l'avant avec tout projet dans ce dossier, nous sommes là. Nous sommes à votre disposition pour faciliter le processus et nous pouvons le faire.

**Mme Lenore Zann:** Merci beaucoup de vos réponses. Je vous en suis reconnaissante.

**Le président:** Je voulais que tous les partis puissent terminer. J'ai Mme Bérubé et Mme Blaney pendant deux minutes et demie chacune, alors je pense que nous devrions leur permettre de poser leurs questions.

Madame Bérubé, allez-y. Vous avez deux minutes et demie.

[Français]

**Mme Sylvie Bérubé:** Je vous remercie, monsieur le président.

Quelles recommandations aimeriez-vous voir dans le rapport final de l'étude sur la sécurité alimentaire?

[Traduction]

**Le président:** Est-ce que M. St. Pierre ou quelqu'un d'autre voudrait répondre?

**Le chef national Elmer St. Pierre:** Je vais insister encore sur le fait que nous devons acheminer la nourriture dans les communautés nordiques. C'est aussi simple que cela. S'il faut pour y arriver avoir recours à l'armée...

[Français]

**Mme Sylvie Bérubé:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Il n'y a pas d'interprétation.

[Traduction]

**Le président:** Monsieur le greffier, avons-nous un problème avec l'interprétation?

**Le greffier du Comité (M. Naaman Sugrue):** Non, je ne pense pas. Je l'entends maintenant, alors nous allons tenter de poursuivre.

**Le président:** Allez-y.

**Le chef national Elmer St. Pierre:** Je disais donc que j'insiste encore une fois sur le fait que j'aimerais voir dans votre rapport que le transport de la nourriture dans les communautés nordiques par l'armée a été mentionné. Que ce soit pendant l'été ou l'hiver, dans les deux cas, il faut acheminer la nourriture dans les communautés nordiques. C'est aussi simple que cela. Dans le cas contraire, nous allons avoir des gens qui vont mourir de faim ou qui vont être malades. Nous devons veiller à bien nous occuper de nos frères et sœurs dans le Nord.

Donc, si vous mentionnez dans votre rapport qu'un des témoins a parlé de l'armée, je serais prêt à parler de transport, avec n'importe qui, à ce sujet.

• (1205)

**Le président:** Monsieur Settee, voulez-vous répondre à Mme Bérubé?

**Le grand chef Garrison Settee:** Je pense que les besoins sont criants. Nous sommes dans une situation désespérée. Nous avons besoin de mettre en place un processus avec lequel nous pouvons tous travailler. Je pense que la réponse se trouve dans la mise en place d'un processus de lutte contre l'insécurité alimentaire qui fonctionne bien.

**Le président:** Madame Nikkel, vous avez la parole.

**Mme Lori Nikkel:** Je reviendrais à l'idée de la centralisation et d'un groupe dirigé par des Autochtones qui serait chargé du processus de distribution de la nourriture dans le Nord, et du Programme de récupération d'aliments excédentaires.

**Le président:** Le temps est presque écoulé, alors nous allons passer rapidement à Mme Blaney pour conclure.

Madame Blaney, allez-y, s'il vous plaît.

**Mme Rachel Blaney:** Merci de vos recommandations. Je vous en suis très reconnaissante.

Grand chef Settee, dans votre déclaration, vous avez parlé notamment du fait que les décisions qui sont prises par le gouvernement ne sont pas les bonnes pour la nation, de même que des répercussions que cela entraîne sur la souveraineté alimentaire.

J'aimerais savoir si vous pourriez nous parler, ou nous donner un exemple, des décisions qui sont prises sans inclure la nation et des

problèmes auxquels vous vous heurtez concernant la souveraineté alimentaire.

**Le grand chef Garrison Settee:** J'ai tout un discours sur la question, mais je vais le résumer en une observation.

Il faut que nos Premières Nations aient les moyens de prendre elles-mêmes les décisions, car elles connaissent leurs gens, elles connaissent leur culture et elles connaissent leur style de vie. Si ce sont d'autres personnes qui prennent les décisions en leur nom, elles commettront toutes sortes d'erreurs. Le diabète est en train de nous tuer, mais nous allons recevoir des produits à forte teneur en sucre et en sodium. Ces produits sont en train de nous tuer. Il faut penser à d'autres solutions.

**Mme Rachel Blaney:** Vous avez aussi parlé d'éducation et du soutien dont vous avez besoin pour les jeunes et la santé mentale. Je présume que la souveraineté alimentaire a des répercussions importantes sur la santé mentale des jeunes. Obtenez-vous le soutien nécessaire et pourriez-vous nous dire en quoi la souveraineté alimentaire a des répercussions sur la santé mentale des jeunes?

**Le grand chef Garrison Settee:** Nous ne recevons pas beaucoup d'argent pour l'éducation. Les sommes ne répondent pas aux besoins. Nous ne pouvons pas mettre en place des programmes de formation et d'éducation dans la nature. Ce n'est pas possible, alors il faut déshabiller Pierre pour habiller Paul souvent pour mettre en place un programme.

**Mme Rachel Blaney:** Les programmes d'éducation dans la nature ont-ils des effets sur les problèmes de santé mentale?

**Le grand chef Garrison Settee:** Certainement. En ayant la chance de se retrouver dans la nature, les jeunes peuvent se ressourcer. Cela apaise leur esprit et leurs émotions. C'est essentiel pour cultiver l'estime de soi.

**Mme Rachel Blaney:** Merci. J'ai terminé de poser mes questions.

**Le président:** Merci beaucoup. Merci à tous nos témoins. Je suis désolé que nous ayons à passer à d'autres travaux. Je vous remercie donc sincèrement pour vos témoignages. Si vous souhaitez nous faire part d'autres commentaires, n'hésitez pas à nous les acheminer par écrit. Nous en serons très heureux.

*[La séance se poursuit à huis clos.]*







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>